

### Une crise salubre



La réputation et l'image de la Suisse sont en jeu. Il y a des héritiers, âgés et quelquefois démunis, qui réclament des fonds déposés en Suisse par les victimes de la barbarie nazie. Des biens que les banques suisses, engoncées dans un juridisme étroit, exigeant d'impossibles certificats de décès, leur ont refusés. Il y a ces réfugiés juifs que le pays a repoussés, sous prétexte que «la barque était pleine». Il y a l'or nazi que la Banque nationale a blanchi. Secoué, le Conseil fédéral a nommé un état-major de crise. La responsable de l'information et de la communication, la jeune Corinne Goetschel, est au front. Sa mission: restaurer l'image du pays.

«Thomas Borer m'a dit: «Viens à la task force. Ce sera dur, mais passionnant.» J'ai répondu: «Chiche!»



# Corinne Goetschel

## MADAME IMAGE DE LA SUISSE

Par PIERRE PAUCHARD

C'est à ce troisième étage, Bundesgasse 18 à Berne, que se façonne l'image de la Suisse. Pourtant, l'endroit ne paie pas de mine. L'espace est restreint, les bureaux sont petits, des fax, des ordinateurs sont encore attendus. Sur la boîte aux lettres, une simple feuille de papier, scotchée à la va-vite, indique deux mots guerriers: *task force*, et cela plus de deux mois après la création de cette unité de choc qui a la tâche si importante de gérer, de dénouer la crise des fonds juifs en déshérence.

Malgré cette dénomination militaire et l'importance de l'enjeu, l'humeur de l'endroit est plutôt conviviale. On n'y sent pas une hiérarchie écrasante. Ce ne sont pas des ordres qui claquent mais des conseils ou des invites qui sont donnés. Le stress est palpable, l'improvisation obligatoire, mais les gens se tutoient et même sourient. Il y a des diplomates, des historiens, des économistes, des spécialistes de la communication. En tout, une vingtaine de personnes, dont la moitié sont des femmes.

### Vitalité et jeunesse

Au milieu de ce bourdonnement, Corinne Goetschel répond à une question, interpelle une autre personne, saute sur son téléphone, bondit à son natel, fonce dans un autre bureau. Elle est la responsable de l'information et de la communication au sein de la *task force*. Elle est donc, par la force des choses, Madame Image de la Suisse. Ça ne l'empêche pas de rire et d'écouter ses interlocuteurs. Tout en expliquant: «Chaque jour, la situation change. Des faits nouveaux sortent quotidiennement. Chaque matin, il faut évaluer la situation et prendre les décisions en conséquence. Nous devons surtout être très flexibles.»

Thomas Borer, le patron de cet état-major de crise, a 39 ans. Son assistant, Lukas Beglinger, 41 ans et Corinne Goetschel en a 35. La vitalité et la jeunesse des chefs expliquent certainement ▶

**La gageure de la task force: être un instrument de vitesse au milieu de structures lourdes, lentes.**

► CORINNE GOETSCHEL

cette convivialité et cette décontraction qui apportent des couleurs à la tension ambiante. Et au rythme harassant: dix, douze, quinze heures par jour, samedi et dimanche compris. La pression est constante. Et la mission de la *task force* difficile: être un instrument de vitesse au milieu de structures fédérales lourdes, lentes.

Il y a les conférences de presse à organiser, les communiqués à sortir, les traductions à assurer, les articles de la presse mondiale à lire, les rapports des ambassadeurs à ingurgiter, les séances téléphoniques avec les services d'information des différents départements fédéraux. Il y a encore les incessants appels des journalistes du monde entier. «Je pars du principe, ajoute Corinne Goetschel, que nous devons être capables de répondre dans la langue de la personne qui nous interroge.»

Elle est bien armée pour cela. A croire qu'elle est née dans le chaudron des langues. Plus exactement, c'était le 4 avril 1961, aux Etats-Unis. Son gynécologue de père, pour se spécialiser, avait choisi l'Amérique. En famille, Corinne parle français. Au jardin d'enfants, l'américain de Stamford, ville du Connecticut. Six ans plus tard, la famille rentre à Bâle. Cette fois, le langage de la rue est le dialecte bâlois. Et le bon allemand dans les écoles. Corinne Goetschel manie aussi l'italien, l'espagnol, le portugais. De quoi affronter les journalistes du globe qui, sans relâche, assaillent la *task force*.

Un fil rouge

Elle voit aussi un fil rouge entre ses études de police scientifique et de criminologie à l'Université de Lausanne, sa fonction de commissaire de police criminelle du canton du Jura — la première femme du pays à le devenir, et à 28 ans! — son métier de porte-parole du conseiller fédéral Arnold Koller et enfin sa mission actuelle. Ce fil rouge est «la recherche de la vérité par des moyens scientifiques».

Mais enfin, pourquoi la criminologie? «C'était ça ou l'histoire de l'art. Je n'avais aucune envie de suivre un rail. Quand j'ai constaté que ces études de police scientifique pouvaient mener à tout, qu'un des diplômés était devenu directeur d'un orchestre à Coire, qu'un autre PDG à Air-Canada, qu'un troisième chercheur chez Kodak, je me suis décidée pour Lausanne.»

Etre commissaire de police du nouveau canton signifiait un retour aux sources, sur cette terre jurassienne que ses ancêtres juifs avaient choisie au début du XIX<sup>e</sup> siècle, mouvement amplifié en 1870, quittant l'Alsace annexée par l'Allemagne. Un choix à la fois politique — ils n'avaient aucune envie de devenir Allemands — et économique, car la situation était devenue difficile, les

produits étant lourdement taxés. Corinne Goetschel évoque les figures de son arrière-grand-oncle, Maurice Goetschel, conseiller national, avocat mort à la barre, en plaidant, le 19 novembre 1921, et de son grand-père, avocat lui aussi.

Quand Thomas Borer l'a engagée à la *task force*, savait-il qu'elle était Juive? «Pas du tout. Mais je le connaissais personnellement. Nous avions étudié dans le même gymnase bâlois. Il savait que j'avais été trois ans porte-parole d'Arnold Koller et que je venais de quitter ce poste, pour retrouver mon indépendance. Il m'a dit seulement: «Viens travailler à la *task force*. Ce sera dur, mais passionnant.» J'ai répondu immédiatement: «Chiche!»

Après son engagement, ils en ont parlé. Elle lui a dit qu'elle était juive, non pratiquante. Ils en ont conclu, tous deux, que si ça pouvait être utile, alors tant mieux.

Recherche de fond

Corinne Goetschel se retrouve donc en première ligne. Nantie d'une mission incroyablement difficile, voire impossible — mais cet adjectif la hérisse, il n'a pas l'air de faire partie de son vocabulaire. Cette quête de la vérité n'est pas un friselis cosmétique mais un véritable travail de fond. Et il lui faudra, pour restaurer l'image du pays, persuader les étrangers, et surtout les Anglo-Saxons, de la bonne foi de la Suisse et aussi expliquer aux Helvètes que cette recherche de la vérité, aussi dérangeante soit-elle, est nécessaire.

Car les étrangers doutent de l'honneur et de la sincérité des autorités suisses. Ce pays s'est construit, au fil des siècles, sur des mythes: peuple aimé de Dieu, terre de refuge, pays modèle, exemplaire. Au point de devenir «l'invention du paradis», selon l'expression de Peter Bener et de Daniel Schmid, qui ajoutent: «Si la Suisse a pu jouer le rôle de jardin d'Eden, elle le doit au pouvoir de suggestion des inventeurs du paradis, de tous ceux qui y ont cru si fort qu'ils ont fini par en faire une réalité.»

Quand des faits ou des gens viennent contrarier ce tableau idyllique, les autorités et les financiers suisses renâclent, tergiversent, chipotent. En 1946, quand il s'agit de partager avec les alliés les avoirs allemands bloqués en Suisse, le Conseil fédéral fait durer pendant des mois les négociations. Quand Werner Rings publie un livre révélateur, «L'Or des Nazis: la Suisse, un Relais discret», la «Neue Zürcher Zeitung» rétorque que l'affaire n'est «qu'un épisode marginal de la Deuxième Guerre mondiale». Quand l'affaire des fonds juifs en déshérence resurgit en 1996, Robert Studer, président de l'UBS, réplique qu'il ne s'agit que de «cacahuètes».

Les Helvètes ont l'art, face à leur trouble passé, de plonger leur cou dans le sable. «S'interroger sur l'avenir suisse, ironisait Denis de Rougemont, est

LE PATRON



Thomas Borer

Il a plus d'ennemis que les sept conseillers fédéraux réunis. Joli exploit pour ce juriste bâlois de 39 ans qui aime prendre des risques. Il a été le plus jeune des ambassadeurs suisses et le voici maintenant à la tête de cette *task force* qui, d'un coup de baguette magique, devrait résoudre tous les problèmes de ce dossier explosif. Une nouvelle mission dangereuse, après avoir été chargé, par Flavio Cotti, de participer à la réforme du Département des affaires étrangères. Ce qui a signifié, entre autres, rajeunir les cadres, faire sauter les promotions automatiques, envisager d'autres formations. Et à ceux qui dressent la liste de ses conquêtes, il répond simplement: «Que voulez-vous? Je suis célibataire et pas homosexuel.»

LE NUMÉRO 2



Lukas Beglinger

Quand Thomas Borer l'a contacté pour devenir son adjoint à la *task force*, le Bernois Lukas Beglinger, 41 ans, était en poste à Bonn, responsable des affaires économiques à l'ambassade suisse. Il a accepté sans hésitation, en pensant que ce serait «une expérience unique». Il ne s'est pas trompé. Après deux mois d'activité au sein de cet état-major de crise, il a l'impression d'y travailler depuis une année, vu l'intensité. Et il reste, comme il dit, «prudemment optimiste». Après des débuts plutôt défensifs, à cause des événements, il a l'espoir que la *task force* pourra passer à une phase plus active.

LE GRAND BANQUIER



Paul Volcker

Il a été rapidement l'homme de la situation. Il fallait trouver un expert qui emporte l'adhésion à la fois des organisations juives et des banques suisses. Et comme le dit avec ironie Paul Volcker, «je ne suis ni Juif, ni Suisse». Il a été choisi et il a dit oui. A 68 ans, Paul Volcker, l'ancien président de la Réserve fédérale américaine, jouit d'une notoriété mondiale. La commission paritaire qu'il préside est composée de trois représentants des organisations juives, Avraham Burg, Ronald Lauder et Ruben Beraja, et, côté helvétique, de Klaus Jacobi et des professeurs Curt Gasteyger et René Rhinow. La mission: enquêter sur les fonds juifs en déshérence dans les banques suisses.

Quatre acteurs

L'HISTORIEN



Jean-François Bergier

Le titulaire de la prestigieuse chaire d'histoire de l'EPFZ attend les pressions et les critiques de pied ferme. L'historien vaudois, 65 ans, a été choisi par le Conseil fédéral pour présider la commission de recherche historique. Il le promet: «Nous mettrons toutes les cartes sur la table. Nous restituerons tout le contexte de l'époque.» Les autres membres sont l'Israélien Saul Friedlaender, l'Anglais Harold James, l'Américaine Sybil Milton, le Polonais Wladyslaw Bartoszewski et les Suisses Georg Kreis, Jacques Picard, Jakob Tanner et Joseph Voyame. Soit quatre chercheurs étrangers sur neuf membres.



■ L'historien Hans Ulrich Jost: son chapitre, en 1983, lui avait valu autant d'invectives que d'attaques personnelles.

devenu notre sport national.» Farder le passé, l'enjoliver a aussi été le sport national des historiens officiels. D'où la méfiance envers les esprits critiques et la tendance à sélectionner, selon la formule de Hans Ulrich Jost, «les «vrais» historiens en fonction de leur loyauté envers l'Etat». Le conseiller fédéral Traugott Wahlen, en 1965, séparait les historiens en deux camps: ceux considérés comme «sérieux» et... les autres.

Quolibets et invectives

La Suisse officielle a toujours voulu en rester, pour cette sombre période, aux images idylliques, au tableau idéalisé décrits et enseignés à nos écoliers, par exemple, par Georges-André Chevallaz, dans son «Histoire générale de 1789 à nos jours»: «Cette cohésion du peuple, une volonté de défense clairement arrêtée, les sacrifices de tous ont permis à la Suisse de rester hors de la guerre, de sauvegarder son indépendance.» Et on se souvient du tumulte, des hurlements de rage qui accompagnèrent la «Nouvelle Histoire de la Suisse et des Suisses», parue en 1983, et du chapitre écrit par l'historien Hans Ulrich Jost. Des

phrases comme «Une bonne partie de l'or allemand était en outre le produit de rapines; il y avait notamment de l'or pris aux victimes des camps de concentration. Les responsables suisses n'ignoraient pas le problème de ce métal volé» valurent au professeur de l'Université de Lausanne autant de quolibets et d'invectives que d'attaques personnelles.

Hans Ulrich Jost n'était pas seul. Le professeur Carl Ludwig, en 1957, a mis en lumière, crûment, la politique suisse à l'égard des réfugiés, thème repris et amplifié par l'écrivain Alfred Häslér dans son livre «La barque est pleine». En 1974, l'historien Daniel Bourgeois avait déjà décrié l'affaire de l'or nazi, sujet aussi du livre de Werner Rings. Ces historiens, ces écrivains n'avaient pas attendu les attaques du trouble sénateur D'Amato ou des responsables du Congrès juif mondial pour tenter d'instaurer un débat historique critique. Mais la Suisse officielle avait rejeté ces essais et préféré une lecture héroïque des événements, comme dans le coffret de 1989 commémorant la mobilisation.

La réputation du pays et de son peuple chute. Comme le constate douloureusement Sté- ▶

Des historiens, des écrivains n'ont pas attendu D'Amato pour tenter d'instaurer un débat critique.

► CORINNE GOETSCHEL

phane Garelli, professeur à l'Université de Lausanne et à l'IMD, «l'image de la Suisse, jadis celle d'une nation prospère, mais humanitaire et honnête, est devenue celle d'un peuple arrogant, égoïste et vivant du malheur des autres». Et ce verdict, cette condamnation accentue encore le désarroi des Suisses, ce peuple si maladivement attentif à l'impression qu'il fait sur autrui et si passionnément soucieux d'être aimé.

Cartes sur table

Corinne Goetschel n'en démord pas: c'est la recherche de la vérité qui est la clé de la réussite. Si le pays se sort de cet engrenage si explosif, pense-t-elle, ce sera en mettant toutes les cartes sur la table. «En montrant que la Suisse a fermé ses portes à de nombreux Juifs, mais qu'elle en a sauvé aussi des milliers. En illustrant comment la Banque nationale a blanchi l'or des nazis, mais en mettant aussi en exergue le rôle de plaque tournante assuré par notre pays pour les transactions financières des Alliés. En mettant en lumière tous les faits, pour les éclairer dans leur perspective historique.»

Ce discours est magnifique. Mais quelle est la réalité? Le message ne passe pas, car il y a trop de parasites, de friture sur la ligne. Et d'incertitudes, comme celles liées à la création de ce nouveau groupe «stratégique» dirigé par le secrétaire d'Etat Jakob Kellenberger. D'abord, le Conseil fédéral a réagi beaucoup trop tardivement. La *task force* n'a été créée que le 25 octobre. Ensuite, quand le gouvernement prend de bonnes décisions comme la création de la commission présidée par Jean-François Bergier ou l'envoi de Thomas Borer aux Etats-Unis, la cote remonte. Mais, patatras, des gaffes énormes ou des propos inconsidérés annulent tous ces efforts et ce travail positif.

C'est un sous-directeur de l'UBS qui est pris en flagrant délit de vouloir détruire des archives de l'époque. Des documents sauvés curieusement par un vigile. L'histoire fait le tour du monde. C'est aussi Jean-Pascal Delamuraz qui marque ses derniers jours de président de la Confédération en parlant de «rançon», de «chantage», de «volonté de déstabilisation», reprochant aux Juifs leur manque de reconnaissance envers la Suisse qui «a été un refuge bienvenu pour les finances juives, acculées à ne plus exister». C'est encore Carlo Jagmetti, notre ambassadeur à Washington, dont un rapport est publié par la presse alémanique. Il évoque «une guerre que la Suisse doit conduire et gagner aussi bien sur le plan extérieur qu'intérieur» et écrit: «On ne peut pas faire confiance à la plu-



■ Les regrets de Bernard Crettaz, le sociologue valaisan.

part de nos adversaires.» Des jugements qui ont entraîné sa démission.

Chaque incident, chaque gaffe, réduit le travail de la *task force* à néant. Ce qui explique le commentaire acéré de Kofi Annan, le nouveau secrétaire général des Nations Unies, à propos des fonds juifs et de l'image de la Suisse: «Un désastre sur le plan des relations publiques.» Mais Corinne Goetschel écarte toutes ces fritures qui polluent le discours. Elle énumère les gestes positifs, les actes tangibles qui fondent un message cohérent: la création de la *task force*, la recherche de la vérité clamée par le Conseil fédéral, la mission de Thomas Borer aux Etats-Unis et le bon accueil des officiels américains, la constitution des commissions Volcker et Bergier, les aménagements apportés au secret bancaire, la volonté du Gouvernement suisse d'œuvrer à la création d'un fonds destiné aux victimes de l'Holocauste. Elle n'est pas seule à parler ainsi. Stuart Eizenstat, le sous-secrétaire d'Etat américain, tient le même discours.

Un deuil d'image

Mais cette quête de la vérité sera longue. Bernard Crettaz, conservateur du Musée d'ethnographie de Genève, regrette que personne, au Conseil fédéral ou parmi les leaders de l'information, n'ait décodé ce qui nous arrivait. Un geste rapide aurait été possible, ajoute le sociologue valaisan, passionné par ces problèmes d'image. «La Suisse vit un psychodrame, elle qui voulait passer pour un pays parfait et exemplaire. Mais perfection peut rimer avec perversion. Nous avons suffisamment de données pour faire un constat rapide, certes douloureux. Oui, nous avons commis des lâchetés, des com-

promissions, des crimes. Comme les autres pays. Non, nous n'avons pas été plus lâches, plus pervers que les autres.» Ce discours, selon Bernard Crettaz, aurait pu être tenu immédiatement. Bien sûr, il supposait l'abandon de notre arrogance, la perte de ces images de perfection que les Suisses veulent à tout prix plaquer sur leur pays. «Cela signifiait», continue Bernard Crettaz, un deuil d'image. Et la fin de ce jeu de cache-cache auquel se livrent nos autorités.» Couplé avec la création d'un fonds et de commissions d'historiens, ce message de vérité aurait été vraiment cohérent.

Corinne Goetschel acquiesce: «Un tel geste, un tel aveu aurait constitué un pas en avant.» Mais elle fait remarquer que le Conseil fédéral avait un choix: ce genre de réactions rapides ou une décision mûrie et étayée par l'étude des faits et les recherches des historiens. Et le gouvernement a opté pour la seconde solution. ►

Le premier Juif conseiller national



L'avocat Maurice Goetschel, l'arrière-grand-oncle de Corinne Goetschel, fut le premier Juif à entrer, en 1917, sous la Coupole fédérale. Il faisait partie de ces familles qui avaient quitté l'Alsace au XIXe siècle pour s'établir en terre jurassienne. Son père Alexandre était devenu bourgeois de la commune de Löwenbourg, le 28 juillet 1872. Et, comme le note l'historien François Kohler, Maurice Goetschel était de ces Juifs qui, devenus citoyens suisses, participèrent activement à la vie sociale et politique. Il présida le Conseil général de Delémont avant de siéger au Conseil municipal. Après deux échecs au Grand Conseil bernois, en partie à cause de son origine israélite, il fut élu conseiller national en 1917.

► CORINNE GOETSCHEL

fonds juifs et le rôle de la Suisse pendant la Deuxième Guerre mondiale génère un énorme débat. C'est une grande épreuve, mais aussi une chance pour le pays. Soyons réalistes, nous ne sommes en fin de compte ni pires ni meilleurs que nos voisins. Si le pays continue sur sa lancée courageuse, s'il met tous les faits sur la table, s'il fait preuve de sa bonne foi, alors il en sortira grandi.

B.: Actuellement, comment les étrangers voient-ils la Suisse?

C. G.: Il fut un temps où montrer son passeport suisse était un plaisir. Ce n'est plus le cas dans certains pays. La dégradation de l'image du pays a été rapide et s'est répandue largement. Aux Etats-Unis, quand j'ai accompagné Thomas Borer, j'ai été surprise, en discutant avec des gens de la rue, des chauffeurs de taxi ou des portiers, par la violence de certains propos. Ce qui m'effraie le plus, c'est le risque d'être jugé comme un pays sans honneur, dont on ne croit plus la parole. Avec les officiels américains, la réaction est différente. Ils parlent des faits et ils ont affirmé croire en notre bonne foi. Il faut maintenant leur prouver qu'ils ne se trompent pas.

B.: L'image de la Suisse est souvent confondue, à l'étranger, avec celle d'une énorme banque,

au cliché des gnomes zurichois assis sur leurs tas d'or. Dans ce dossier des fonds juifs, ne faudrait-il pas mieux séparer l'action et la responsabilité du Gouvernement suisse de l'époque, d'une part, et des banques, d'autre part?

C. G.: Et que faites-vous de la Banque nationale suisse? Mais, à part ce cas, cette séparation des problèmes a bien été faite. Lors des auditions au Congrès américain, par exemple, il y avait les représentants officiels des deux gouvernements, l'ambassadeur Thomas Borer d'une part et Stuart Eizenstat, le sous-secrétaire au Commerce, qui étaient entendus ensemble. Les rencontres entre banquiers se sont déroulées ensuite. La séparation était nette, visible. Même chose pour les conférences de presse, tenues séparément. Chacun son rôle, chacun sa fonction, chacun ses responsabilités.

B.: Prouver notre bonne foi ne va pas être facile. Depuis les critiques du sénateur D'Amato et du Congrès juif mondial, le



■ La *task force* presque au complet. Corinne Goetschel est au premier plan. Derrière elle, Thomas Borer, puis Lukas Beglinger.

Conseil fédéral a adopté une communication flottante. Et chaque fois que les politiques suisses sont en difficulté, ils mandament un historien ou un expert pour couvrir leur désarroi...

C. G.: Je ne suis pas d'accord. La démarche des autorités suisses est claire. Le Conseil fédéral a pris un rôle dirigeant pour constituer un fonds. Il y a l'arrêté fédéral urgent adopté à l'unanimité par les deux Chambres fédérales. Il y a la nomination, par le Conseil fédéral, de la commission d'experts présidée par le professeur Jean-François Bergier. Une commission indépendante au sein de laquelle quatre membres, sur neuf, sont des historiens étrangers réputés. Ces experts pourront consulter tous les documents, en particulier ceux qui seraient normalement couverts par le secret bancaire. Et il y a encore le comité présidé par l'Américain Paul Volcker et institué par l'Association suisse des banquiers et le Congrès juif mondial, comité qui poursuit ses efforts pour déterminer les droits éventuels des victimes de l'Holocauste ou de leurs héritiers. Toutes ces décisions sont courageuses et cohérentes. La Suisse prouve ainsi qu'elle est prête à assumer son passé. Un exemple: le rapport des deux historiens Hug et Perrenoud contient des vérités dérangeantes. Eh bien! ce travail a été rapidement publié et présenté. Sans hésitation.

B.: Mais il a fallu une énorme pression de l'extérieur pour que la Suisse prenne enfin ces décisions. Somme toute, et sans se faire d'illusions sur ses intentions, le sénateur D'Amato, par ses attaques incessantes, n'est-il pas le meilleur aiguillon de cette quête de la vérité tant prônée?

C. G.: J'en doute. Ses attaques sont souvent grotesques, exagérées, hors contexte. Elles risquent aussi de provoquer des réactions qui ne sont pas souhaitables. Mais l'important, à mon avis, n'est pas là. Il faut prendre connaissance sans complaisance de notre histoire. Admettre certaines ombres, certaines responsabilités. C'est plus facile pour les nouvelles générations. Les jeunes sont, émotionnellement, beaucoup plus libres par rapport à la mobilisation, la Deuxième Guerre mondiale, l'Holocauste. Cette attitude ouverte va faciliter l'émergence d'une nouvelle image de la Suisse.

B.: Parce que les jeunes ne sont pas responsables des actions de leurs parents, de leurs grands-parents?

C. G.: Exactement. Ce n'est pas à eux d'endosser cette responsabilité. Par contre, nous sommes responsables de la façon dont nous allons employer ce dossier. Ici et maintenant. Nous avons promis la recherche de la vérité. Nous serons jugés à cette aune-là. ■